

Paul Boccara, Jean Brun, Martine Bulard,
Michel Dauba, Jean-Marie Dano, Yves Dimicoli,
Jacky Fayolle, André Ferron, Aimé Halbeher,
Philippe Herzog, Catherine Luca,
Jean-Christophe Le Duigou,
Jean Lojkine, Bernard Marx, Monique Prim

UN CHEMIN POUR SORTIR DE LA CRISE

Messidor/Éditions sociales

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
CHAPITRE 1 : LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE (1981-1985)	19
1. L'aggravation des difficultés	20
L'aggravation des suppressions d'emplois et du chômage	21
La baisse du pouvoir d'achat et la croissance des inégalités	22
La croissance et les capacités de production mises en cause	24
2. Pourquoi les dirigeants socialistes font-ils ça ?	25
3. Leurs justifications n'en sont pas	27
L'efficacité rongée par un cancer financier	28
Le faux-semblant de la « désinflation »	30
La montée des déficits et des dettes publics et extérieurs	30
L'escroquerie de la modernisation	31
4. Les exigences de rentabilité financière	32
5. Des réformes démocratiques perverties au profit des grandes fortunes et du capital multinational	35
6. Les perspectives avec les projets de la droite et du Parti socialiste	39
La France en danger	40
Un processus déjà engagé	42
Le Parti socialiste s'attaque aux idées progressistes Vers une nouvelle dégradation de la conjoncture capitaliste internationale	44
Leur projet : une société éclatée	46
	50

7. L'expérience des luttes et le rôle des communistes ...	51
Les communistes sont en train de se renouveler profondément	52
L'expérience des luttes des travailleurs pour d'autres choix de gestion dans les entreprises .	54
Des luttes pour reconquérir le marché intérieur	56
Pour une continuité, un élargissement, un renforce- ment des luttes	57
Technologies nouvelles, emploi, formations : un même combat	58
S'attaquer aux gâchis du capital et aux problèmes des coûts de production	59
8. Une autre politique pour sortir de la crise	61
Une contradiction à résoudre	61
Des objectifs révolutionnaires	62
 CHAPITRE 2 : LA DÉFENSE ET LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES CONDITIONS DE VIE	 65
1. L'escroquerie de la « modernisation »	66
2. Les coûts salariaux ne sont pas coupables	68
Au niveau des entreprises et des produits	68
A l'échelle nationale	68
Des gains qui partent en fumée	69
La rentabilité en cause	70
3. La « flexibilité du travail » aggrave la crise	70
Les salaires ont été désindexés par rapport aux prix.	71
La flexibilité est une entreprise de division des travailleurs	71
La flexibilité casse la croissance	72
4. Protection et promotion des emplois, des formations et des salaires pour réussir en souplesse une véritable modernisation ..	72
Développer massivement la formation et la qualification des emplois	74
Des salaires plus élevés, c'est efficace	75
Mieux utiliser les équipements par de meilleures conditions de travail, la formation et les débouchés	76
La maîtrise sociale des nouvelles technologies	77
5. Le but : améliorer la vie de tous	78

6. Évolution en progrès des garanties et des négociations sociales	79
7. La bataille du rapprochement de l'éducation et des entreprises dans les régions	81
8. Des solidarités nouvelles avec la jeunesse	86
9. La promotion des femmes	87
10. Français et immigrés solidaires	88
11. Objectif zéro chômage	90
Le problème crucial du financement	93
12. Combattre la pauvreté	94
13. Défendre et construire une protection sociale moderne	96
Un processus de démantèlement	96
Une réforme du financement	98
14. Intervenir sur la formation des prix	99
Des contrats de prix et d'emploi	100
La responsabilité du gouvernement	101
Assainir le rapport France/extérieur	102
 CHAPITRE 3 : LA BATAILLE DE L'ARGENT	 103
1. Les ressources financières existent	104
Où est passé l'argent	104
2. Réussir la nationalisation du crédit	108
Pourquoi une telle évolution ?	109
Le processus de dénationalisation des banques est d'ores et déjà engagé	111
Frayeur un autre chemin	111
3. Réduire le rôle des marchés financiers	113
4. Pour une efficacité nouvelle du budget et des finances publiques	116
Crise des finances publiques :	
l'étape du budget 1986	116
Pour un contrôle décentralisé de l'efficacité des fonds	117
	245

5. Les réformes de la fiscalité	119
6. Les illusions de la relance par les investissements ...	120
7. Déréglementation ou renouvellement des services publics	121
Promouvoir les services publics	
exige un profond renouvellement	123
Et un large décloisonnement	124
8. Combattre les dénationalisations	124

**CHAPITRE 4 : UNE NOUVELLE CROISSANCE
DES PRODUCTIONS ET DES SERVICES
DANS TOUTES LES RÉGIONS**

127

1. Les dégâts d'une politique industrielle épousant les stratégies des sociétés multinationales liées à la mise en valeur des fortunes privées	129
2. Construire un tissu productif efficace dans chaque région	135
3. Construire des filières de production cohérentes sur la base de gestions nouvelles et d'un nouveau contenu des coopérations	140
De nouveaux objectifs industriels	141
<i>Dans les secteurs énergétiques</i>	141
<i>Dans les biens intermédiaires</i>	143
<i>Dans les biens d'équipements et les industries mécaniques</i>	144
<i>Dans l'électronique et les équipements de communication</i>	145
<i>Dans l'équipement des ménages et la consommation</i>	146
4. La filière agricole et agro-industrielle	148
5. Le progrès de la société appelle le développement de services modernes pour tous	151
Des services de qualité pour tous	152
Des services efficaces pour contribuer à une nouvelle croissance des productions	152
Le cas du commerce et de la distribution	153
Le cas des assurances	155

6. La bataille des nationalisations se joue sur leur gestion	156
Impasse de l'étatisation-multinationalisation	156
Des luttes décentralisées et convergentes peuvent transformer leur gestion	157
Les droits des travailleurs dans la gestion des entreprises publiques	158

7. Développer les contraintes et les incitations pour que les groupes privés assument leurs responsabilités nationales	159
---	-----

8. Les petites et moyennes entreprises partenaires de l'action pour l'emploi et l'efficacité sociale	160
---	-----

CHAPITRE 5 : DES COOPÉRATIONS INTERNATIONALES PACIFIQUES ET D'INTÉRÊTS MUTUELS POUR LA FRANCE ...	165
--	-----

1. La course à la rentabilité à l'importation et à l'exportation affaiblit le pays	166
Efforts et difficultés à l'exportation, pénétration croissante du marché intérieur	166
Des sorties de capitaux considérables	167

2. La droite et les socialistes « mexicanisent » la France ..	169
--	-----

3. Faire échec au pilotage des multinationales, à l'escalade militaire et à la croissance financière contre l'emploi en Europe	171
Escalade des armements dans une Europe atlantiste, projet Eurêka et luttes pour des coopérations nouvelles	171
Monter la bataille contre la croissance financière en Europe dominée par le dollar et le mark	174

4. Construire la réciprocité dans les échanges et les coopérations pour de nouvelles croissances	176
Réorienter et diversifier nos échanges	177
Contribuer, dans notre intérêt, au développement de milliards d'hommes	178
Bataille en Europe pour des coopérations pacifiques	180
<i>Rechercher une nouvelle efficacité des commandes publiques en Europe</i>	181

Participer à la construction d'un nouvel ordre mondial	182
5. Coopérations nouvelles avec les pays socialistes : exemples des tracteurs et des télécommunications avec l'URSS	184
Les tracteurs	184
Les télécommunications	185
6. L'Afrique noire : des besoins et des potentiels nouveaux de coopération	186
En agriculture	186
Réhabiliter et équiper	186
Les transports	187
 CHAPITRE 6 : EXERCER DES DROITS ET POUVOIRS D'INTERVENTION SUR LES GESTIONS DANS UNE PERSPECTIVE AUTOGESTIONNAIRE.	189
1. Droits, interventions et propositions pour transformer les gestions	191
Patronat et pouvoir font obstacle	191
L'expérience des luttes confirme la nécessité de pousser l'offensive	193
2. Bataille de l'information et droit de négocier les propositions	195
Le droit à la négociation sur les propositions des travailleurs	196
3. Solidarités et concertations entre les travailleurs pour des coopérations d'intérêt mutuel entre les entreprises ..	197
Les PME-PMI ne peuvent être laissées hors du champ d'exercice des droits des travailleurs	199
Décentralisation du système bancaire et financier ..	200
4. L'initiative des élus et des collectivités territoriales et le rôle des régions	201
Comment agir dans la région	201
Concertation élus-travailleurs-populations et initiatives pour créer des emplois efficaces	203

CHAPITRE 7 : COHÉRENCE ET MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE D'ENSEMBLE POUR SORTIR DE LA CRISE	205
1. L'originalité de la crise et des changements nécessaires pour en sortir	206
2. La stratégie du PCF et la construction d'un nouveau rassemblement populaire majoritaire	208
3. Intervenir sur les gestions avec de nouveaux critères	210
Un renversement d'optique	210
4. Financer l'emploi et la formation, c'est efficace. Une maîtrise sociale du financement à conquérir	215
Au niveau des firmes	216
Au niveau des banques	216
Au niveau des financements publics	217
5. Une nouvelle croissance centrée sur l'emploi efficace avec la construction de tissus régionaux et la concertation planifiée des gestions	219
Des tissus régionaux cohérents	220
Les services	221
Les productions	222
Les échanges extérieurs	223
6. Le renouvellement de la conception des entreprises ..	224
Liberté de participer aux gestions	224
Initiative des collectivités locales	226
Nouveau type d'économie mixte	227
Petites et moyennes entreprises	228
7. Des coopérations internationales mutuellement avantageuses, pacifiques et solidaires	230
D'abord les pays en voie de développement	230
Les pays socialistes aussi	231
Faire du neuf en Europe	232
Actions pour un nouvel ordre économique	233
8. Des solidarités sociales nouvelles	234
Solidarités nouvelles contre société éclatée	235
Protection et autonomie	237
9. Nouvelles libertés, nouveaux pouvoirs	238
	249